

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

## COUR D'ARBITRAGE

[2004/200329]

## Extrait de l'arrêt n° 135/2003 du 22 octobre 2003

Numéro du rôle : 2521

*En cause* : le recours en annulation de l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 modifiant la Nouvelle loi communale, introduit par S. de Lobkowicz et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 septembre 2002 et parvenue au greffe le 20 septembre 2002, un recours en annulation de l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 modifiant la Nouvelle loi communale (publiée au *Moniteur belge* du 7 août 2002) a été introduit par S. de Lobkowicz, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Dolez 466A, C. Cattoir, demeurant à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 1307, I. Rigaux, demeurant à 1180 Bruxelles, square Coghen 15, M. Cohen, demeurant à 1180 Bruxelles, rue du Merlo 8D, G. Adler, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Winston Churchill 87/27, L. Beyer de Ryke, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue du Gui 19, et G. Vilain, demeurant à 1180 Bruxelles, chaussée de Drogenbos 2.

La demande de suspension de la même norme, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 5/2003 du 14 janvier 2003, publié au *Moniteur belge* du 11 avril 2003.

(...)

*II. En droit*

(...)

*La disposition attaquée*

B.1. Le recours porte sur l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 modifiant la nouvelle loi communale, lequel dispose :

« A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

' Si deux mois après la vacance d'un mandat d'échevin ou deux mois après la séance d'installation du conseil communal, il n'a pas été pourvu à un ou plusieurs mandats d'échevins, soit parce qu'aucun candidat présenté par écrit n'a été élu, soit parce que, dans l'hypothèse où aucun candidat n'a été présenté par écrit, aucun candidat n'a pu être élu à la suite d'une présentation de vive voix en séance, le nombre de signatures nécessaires pour qu'un acte de présentation soit recevable est de plus d'un tiers des élus de la liste du candidat présenté, en ce compris le premier élu de la liste. '

Le présent article cesse de produire ses effets le 31 décembre 2006. »

B.2. Selon les travaux préparatoires, la modification apportée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale tendait à remédier à un blocage résultant d'une scission au sein d'une liste, affectant le fonctionnement des institutions communales (*Doc.*, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, 2001-2002, A-308/1, p. 2, et A-308/2, p. 3).

*Quant au fond*

B.3. Les requérants allèguent, à l'appui de leur recours, trois moyens, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

*Quant au premier moyen*

B.4. Le premier moyen, subdivisé en trois branches, est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Les électeurs, les conseillers communaux et les candidats à une fonction d'échevin de la commune d'Uccle seraient, du fait de l'article 2 attaqué, discriminés par rapport aux titulaires de ces mêmes qualités dans les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Les requérants allèguent notamment que seuls les premiers verraient la portée de leur vote comme électeur ou conseiller communal ou les conditions de leur présentation en qualité d'échevin modifiées par rapport à la façon dont ces éléments étaient réglés au moment des dernières élections communales.

La limitation des effets de la disposition attaquée - au 31 décembre 2006 - confirmerait, selon les requérants, son caractère discriminatoire.

B.5.1. La disposition attaquée prévoit que, si, deux mois après la vacance d'un mandat d'échevin ou l'installation du conseil communal, il n'a pas été pourvu à un ou plusieurs mandats d'échevin, le nombre de signatures nécessaires à la présentation est de plus d'un tiers des élus de la liste du candidat présenté, le premier élu de la liste devant, en outre, figurer parmi les signataires.

B.5.2. S'il est vrai qu'il a été fréquemment fait référence, lors des travaux préparatoires, à la situation particulière de la commune d'Uccle, née des dernières élections communales, il n'en résulte pas pour autant que la disposition attaquée n'ait vocation à s'appliquer qu'à cette seule commune; il a été, à juste titre, relevé que « le projet d'ordonnance vise à rencontrer les problèmes qui se présentent dans une des dix-neuf communes, mais qui pourraient se poser également dans d'autres communes » (*ibid.*, A-308/2, p. 13) et, également, que « de tels blocages peuvent également se produire en cas de décès ou de démission d'un échevin dans une commune » (*ibid.*, A-308/2, p. 12).

En outre, il n'apparaît pas déraisonnable qu'une législation qui tend à remédier à un blocage de l'institution communale prenne, dans une certaine mesure, en considération la situation d'une commune dans laquelle ce blocage s'est déjà produit.

B.5.3. En ce que le premier moyen allègue que les électeurs, les conseillers communaux et les candidats-échevins de la commune d'Uccle seraient discriminés par rapport à ceux des autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale, il ne peut être retenu.

B.6.1. En ce que le moyen allègue que l'application de la disposition attaquée aux élections communales échues aboutit à ce que, de façon discriminatoire, seule une partie des électeurs, conseillers communaux et candidats-échevin concernés par ces élections - à savoir ceux d'Uccle, selon les requérants - serait régie par la réglementation en cause,

les autres titulaires de ces qualités ayant par contre été soumis à l'ancienne réglementation, il y a lieu d'observer que, en vertu de l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant modification de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980, relèvent désormais de la compétence des régions : « la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions [...] communales », sous réserve des exceptions que porte cette disposition spéciale.

La disposition attaquée a été adoptée dans les limites de la compétence décrite ci-dessus de la Région de Bruxelles-Capitale.

B.6.2. Il s'ensuit que, en comparant la situation des électeurs, conseillers communaux et candidats-échevins concernés par les élections communales d'octobre 2000 dans la Région de Bruxelles-Capitale, selon que leur a été appliqué l'ancien article 15, § 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale ou, que leur serait appliquée cette même disposition modifiée par la disposition attaquée, les requérants critiquent une différence de traitement qui trouverait sa source dans l'application, à des moments différents, de normes adoptées par des législateurs différents - d'abord fédéral, puis régional -, chacun de ceux-ci étant matériellement compétent lors de l'adoption de la norme dont il est l'auteur. L'autonomie que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 confère aux régions n'aurait pas de portée si le seul fait que tout ou partie d'une catégorie de personnes soit traitée différemment avant et après ce transfert de compétence était jugé contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

B.7. Le moyen allègue enfin que la limitation de l'effet de la disposition en cause au 31 décembre 2006, excluant dès lors son application aux prochaines élections communales, confirmerait son caractère discriminatoire.

Il relève du pouvoir discrétionnaire du législateur de déterminer la durée de validité dans le temps des dispositions qu'il édicte; ce n'est que si ce choix avait un caractère discriminatoire qu'il pourrait être sanctionné par la Cour, ce qui, en raison des considérations émises en B.5, n'est pas établi en l'espèce.

B.8. Le premier moyen n'est pas fondé.

*Sur l'ensemble des deuxième et troisième moyens*

B.9.1. Dans leur deuxième moyen, les requérants critiquent le fait que, en imposant que la signature du premier élu d'une liste figure parmi les signataires d'un acte de présentation d'un élu de cette liste à un mandat d'échevin, la disposition attaquée donnerait à ce conseiller communal, premier élu, une position privilégiée par rapport aux autres élus de sa liste; le droit de veto qui lui serait ainsi dévolu, en ce qui concerne l'accession de ses colistiers à un mandat d'échevin, serait, selon les requérants, discriminatoire.

Dans leur troisième moyen, les requérants estiment discriminatoire le fait qu'une minorité de conseillers communaux appartenant à une liste donnée - à savoir plus d'un tiers des élus de cette liste, dès lors qu'en fait partie le premier élu - puisse présenter valablement un conseiller à l'élection comme échevin, alors même que la moitié des élus de la même liste ne disposerait pas de cette prérogative.

B.9.2. En subordonnant, dans l'hypothèse d'un blocage, la recevabilité d'un acte de présentation à un mandat d'échevin au soutien de plus d'un tiers des élus de la liste à laquelle appartient le candidat, le législateur régional bruxellois a pris une mesure qui permet de remédier à un tel blocage; par ailleurs, la fixation d'un tel seuil, malgré l'allègement qu'il constitue par rapport au seuil normal requis, garantit toutefois que la personne présentée en qualité d'échevin fasse l'objet du soutien d'une partie significative des élus de la liste sur laquelle elle a été élue. Le seuil retenu peut dès lors être considéré comme raisonnablement justifié.

Par contre, la Cour n'aperçoit pas la pertinence de l'avantage donné par l'ordonnance au groupe d'élus d'une liste comprenant le premier élu de la liste notamment par rapport à un autre groupe alors même que celui-ci comprendrait un plus grand nombre d'élus de cette même liste.

En outre, cette exigence est de nature à entraîner des possibilités de blocage lors de l'élection des échevins par le conseil communal, ce qui est contraire aux objectifs de l'ordonnance.

B.9.3. Il résulte de ce qui précède que le deuxième moyen est fondé et que, en raison de l'annulation qui doit être prononcée, le troisième moyen perd son objet.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale, modifié par l'article 2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002, les mots « en ce compris le premier élu de la liste »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 octobre 2003.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux.

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2004/200329]

## Uittreksel uit arrest nr. 135/2003 van 22 oktober 2003

Rolnummer 2521

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 juli 2002 houdende wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, ingesteld door S. de Lobkowicz en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 september 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 september 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 juli 2002 houdende wijziging van de Nieuwe Gemeentewet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2002) door S. de Lobkowicz, wonende te 1180 Brussel, Dolezlaan 466A, C. Cattoir, wonende te 1180 Brussel, Waterlooosesteenweg 1307, I. Rigaux, wonende te 1180 Brussel, Coghensquare 15, M. Cohen, wonende te 1180 Brussel, Merlostraat 8D, G. Adler, wonende te 1180 Brussel, Winston Churchillaan 87/27, L. Beyer de Ryke, wonende te 1180 Brussel, Maretaklaan 19, en G. Vilain, wonende te 1180 Brussel, Steenweg op Drogenbos 2.

De vordering tot schorsing van dezelfde norm, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 5/2003 van 14 januari 2003, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 april 2003.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*De aangevochten bepaling*

B.1. Het beroep heeft betrekking op artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 juli 2002 houdende wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt :

« In artikel 15, § 1, van de Nieuwe gemeentewet wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

' Indien twee maanden na het openvallen van een schepenmandaat of twee maanden na de installatievergadering van de gemeenteraad één of meer schepenmandaten niet zijn kunnen worden toegewezen, hetzij omdat een schriftelijk voorgedragen kandidaat niet is gekozen, hetzij omdat, ingeval geen enkele kandidaat schriftelijk is voorgedragen, geen enkele kandidaat is kunnen worden gekozen na een mondelinge voordracht tijdens de vergadering, is meer dan een derde van de handtekeningen van de verkozenen op de lijst van de voorgedragen kandidaat, met inbegrip van de eerste verkozenen van de lijst, vereist, wil de akte van voordracht ontvankelijk zijn. '

Dit artikel houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2006. »

B.2. Volgens de parlementaire voorbereiding had de wijziging die in artikel 15, § 1, van de Nieuwe Gemeentewet is aangebracht, tot doel een blokkering te verhelpen die voortvloeit uit een scheuring binnen een lijst en die de werking van de gemeentelijke instellingen zou aantasten (*Parl. St.*, Brusselse Hoofdstedelijke Raad, 2001-2002, A-308/1, p. 2, en A-308/2, p. 3).

*Ten gronde*

B.3. Tot staving van hun beroep voeren de verzoekende partijen drie middelen aan, die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

*Ten aanzien van het eerste middel*

B.4. Het eerste middel, ingedeeld in drie onderdelen, is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

De kiezers, de gemeenteraadsleden en de kandidaten voor een schepenmandaat van de gemeente Ukkel, zouden vanwege het aangevochten artikel 2, worden gediscrimineerd ten opzichte van de houders van diezelfde hoedanigheden in de andere gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. De verzoekers beweren onder meer dat enkel voor de eerstgenoemde de draagwijdte van hun stem als kiezer of gemeenteraadslid of de voorwaarden om te worden voorgedragen als schepen zouden worden gewijzigd ten opzichte van de manier waarop die elementen waren geregeld ten tijde van de jongste gemeenteraadsverkiezingen.

De beperking van de gevolgen van de aangevochten bepaling tot 31 december 2006 zou, volgens de verzoekers, het discriminerende karakter ervan bevestigen.

B.5.1. De aangevochten bepaling schrijft voor dat indien twee maanden na het openvallen van een schepenmandaat of de installatie van de gemeenteraad, één of meer schepenmandaten niet zijn kunnen worden toegewezen, meer dan een derde van de handtekeningen van de verkozenen op de lijst van de voorgedragen kandidaat vereist is voor de voordracht, met inbegrip, bovendien, van die van de eerste verkozenen van de lijst.

B.5.2. Tijdens de parlementaire voorbereiding is weliswaar vaak verwezen naar de bijzondere situatie die na de jongste gemeenteraadsverkiezingen in de gemeente Ukkel is ontstaan, maar daaruit vloeit niet voort dat de aangevochten bepaling enkel op die gemeente toepassing dient te vinden; terecht is opgemerkt dat « het ontwerp van ordonnantie ertoe strekt tegemoet te komen aan de problemen die zich in één van de negentien gemeenten voordoen, maar die ook in andere gemeenten kunnen rijzen » (*ibid.*, A-308/2, p. 13) en ook dat « soortgelijke blokkeringen [...] zich ook [kunnen] voordoen in het geval van het overlijden of het ontslag van een schepen in een gemeente » (*ibid.*, p. 12).

Bovendien lijkt het niet onredelijk dat een wetgeving die ertoe strekt een mogelijke blokkering van de gemeentelijke instelling te verhelpen, in een zekere mate rekening houdt met de situatie van een gemeente waarin die blokkering zich reeds heeft voorgedaan.

B.5.3. In zoverre in het eerste middel wordt beweerd dat de kiezers, de gemeenteraadsleden en de kandidaat-schepenen van de gemeente Ukkel zouden worden gediscrimineerd ten opzichte van die van de andere gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, kan het middel niet in aanmerking worden genomen.

B.6.1. In zoverre het middel aanvoert dat de toepassing van de aangevochten bepaling op de afgelopen gemeenteraadsverkiezingen ertoe leidt dat, op een discriminerende manier, enkel een gedeelte van de kiezers, gemeenteraadsleden en kandidaat-schepenen die bij die verkiezingen betrokken waren - namelijk die van Ukkel, volgens de verzoekers - onder de in het geding zijnde reglementering zou vallen, terwijl de andere houders van die hoedanigheden daarentegen aan de vroegere reglementering onderworpen waren, dient te worden opgemerkt dat

krachtens artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, waarbij artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 werd gewijzigd, voortaan onder de bevoegdheid van de gewesten vallen : « de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de [...] gemeentelijke instellingen », onder voorbehoud van de uitzonderingen die in die bijzondere wetsbepaling zijn vermeld.

De bestreden bepaling is aangenomen binnen de grenzen van de hierboven beschreven bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

B.6.2. Daaruit volgt dat, bij een vergelijking van de situatie van de kiezers, gemeenteraadsleden en kandidaat-schepenen die bij de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2000 betrokken waren in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, naargelang het vroegere artikel 15, § 1, van de Nieuwe Gemeentewet op hen is toegepast of diezelfde bepaling zoals ze bij de aangevochten bepaling is gewijzigd, op hen zou worden toegepast, de verzoekers een verschil in behandeling aanvechten dat zijn oorsprong zou vinden in de toepassing, op verschillende ogenblikken, van normen die door verschillende wetgevers zijn aangenomen - eerst federaal, daarna gewestelijk -, vermits elk van die wetgevers materieel bevoegd was op het ogenblik van het aannemen van de desbetreffende norm. De autonomie die bij artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de gewesten wordt verleend, zou geen draagwijdte hebben indien alleen nog maar het feit dat een categorie van personen geheel of gedeeltelijk verschillend zou worden behandeld vóór en na die bevoegdheidsoverdracht, in strijd zou worden geacht met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.7. Het middel voert ten slotte aan dat de beperking van de gevolgen van de in het geding zijnde bepaling tot 31 december 2006, zodat de toepassing ervan op de volgende gemeenteraadsverkiezingen uitgesloten is, het discriminerende karakter ervan bevestigt.

Het behoort tot de discretionaire bevoegdheid van de wetgever om de geldigheidsduur van de bepalingen die hij uitvaardigt, vast te stellen; die keuze zou enkel door het Hof kunnen worden afgekeurd indien zij een discriminerend karakter zou hebben, hetgeen op grond van de in B.5 vermelde overwegingen te dezen niet vaststaat.

B.8. Het eerste middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het tweede en het derde middel samen*

B.9.1. In hun tweede middel bekritisieren de verzoekers het feit dat de aangevochten bepaling, door te stellen dat de eerste verkozenen van een lijst samen met de andere verkozenen van de lijst een akte van voordracht van een verkozenen van die lijst voor een schepenmandaat moet ondertekenen, aan dat eerst verkozen gemeenteraadslid een bevoorrechte positie zou geven ten opzichte van de andere verkozenen van zijn lijst; het vetorecht dat hem aldus zou worden toegekend met betrekking tot de toegang van lijstgenoten tot een schepenambt, zou, volgens de verzoekers, discriminerend zijn.

In hun derde middel achten de verzoekers het feit discriminerend dat een minderheid van gemeenteraadsleden die tot een bepaalde lijst behoren - namelijk meer dan een derde van de verkozenen van die lijst, aangezien de eerste verkozenen daarvan deel uitmaakt - op geldige wijze een gemeenteraadslid zou kunnen voordragen voor de verkiezing tot schepen, terwijl de helft van de verkozenen van dezelfde lijst dat voorrecht niet zou genieten.

B.9.2. Door in het geval van een blokkering de ontvankelijkheid van een akte van voordracht voor een schepenambt afhankelijk te stellen van de steun van meer dan een derde van de verkozenen van de lijst waartoe de kandidaat behoort, heeft de Brusselse gewestwetgever een maatregel genomen die een dergelijke blokkering kan verhellen; de vaststelling van een dergelijke drempel, niettegenstaande de verlichting die hij vormt ten opzichte van de vereiste normale drempel, waarborgt evenwel dat de persoon die in de hoedanigheid van schepen wordt voorgedragen, de steun krijgt van een belangrijk gedeelte van de verkozenen van de lijst waarop hij is verkozen. De in aanmerking genomen drempel kan derhalve als redelijk verantwoord worden beschouwd.

Het Hof ziet daarentegen niet de relevantie van het voordeel in dat door de ordonnantie wordt gegeven aan de groep verkozenen van een lijst die de eerste verkozenen van de lijst omvat, met name ten opzichte van een andere groep terwijl die een groter aantal verkozenen van dezelfde lijst zou bevatten.

Bovendien is die vereiste van die aard dat ze blokkeringsmogelijkheden kan teweegbrengen bij de verkiezing van de schepenen door de gemeenteraad, wat in strijd is met de doelstellingen van de ordonnantie.

B.9.3. Uit wat voorafgaat volgt dat het tweede middel gegrond is en dat, wegens de uit te spreken vernietiging, het derde middel zijn voorwerp verliest.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 15, § 1, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet, gewijzigd bij artikel 2 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 juli 2002, de woorden « met inbegrip van de eerste verkozenen van de lijst »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 oktober 2003.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[2004/200329]

**Auszug aus dem Urteil Nr. 135/2003 vom 22. Oktober 2003**

Geschäftsverzeichnisnummer 2521

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Neuen Gemeindegesetzes, erhoben von S. de Lobkowicz und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

*I. Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. September 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Neuen Gemeindegesetzes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. August 2002): S. de Lobkowicz, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Dolez 466A, C. Cattoir, wohnhaft in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 1307, I. Rigaux, wohnhaft in 1180 Brüssel, square Coghén 15, M. Cohen, wohnhaft in 1180 Brüssel, rue du Merlo 8D, G. Adler, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Winston Churchill 87/27, L. Beyer de Ryke, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue du Gui 19, und G. Vilain, wohnhaft in 1180 Brüssel, chaussée de Drogenbos 2.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Rechtsnorm wurde mit Urteil Nr. 5/2003 vom 14. Januar 2003, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. April 2003 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

*II. In rechtlicher Beziehung*

(...)

*Die angefochtene Bestimmung*

B.1. Die Klage bezieht sich auf Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Neuen Gemeindegesetzes; diese Bestimmung lautet:

«In Artikel 15 § 1 des neuen Gemeindegesetzes wird der erste Absatz ergänzt durch folgenden Satz:

’ Wenn zwei Monate nach dem Freiwerden eines Schöffenmandats oder zwei Monate nach der Antrittssitzung des Gemeinderats ein oder mehrere Schöffenmandate nicht zugewiesen werden können, sei es, weil kein schriftlich vorgeschlagener Kandidat gewählt wurde, sei es, weil in dem Falle, daß kein einziger Kandidat schriftlich vorgeschlagen wurde, kein einziger Kandidat nach einem mündlichen Vorschlag während der Sitzung gewählt werden konnte, dann ist mehr als ein Drittel der Unterschriften der Gewählten in der Liste des vorgeschlagenen Kandidaten, einschließlich des ersten Gewählten der Liste, erforderlich für die Zulässigkeit des Vorschlagsakts. ’

Dieser Artikel hört am 31. Dezember 2006 auf, wirksam zu sein.»

B.2. Gemäß den Vorarbeiten sollte mit der Änderung von Artikel 15 § 1 des Neuen Gemeindegesetzes eine Blockierung infolge einer Spaltung einer Liste behoben werden, die das Funktionieren der kommunalen Einrichtungen beeinträchtigen würde (*Parl. Dok.*, Rat der Region Brüssel-Hauptstadt, 2001-2002, A-308/1, S. 2, und A-308/2, S. 3).

*Zur Hauptsache*

B.3. Die Kläger führen zur Untermauerung ihrer Klage drei Klagegründe an, die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet sind.

*In bezug auf den ersten Klagegrund*

B.4. Der in drei Teile aufgegliederte erste Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Die Wähler, die Gemeinderatsmitglieder und die Bewerber um ein Schöffenamt in der Gemeinde Uccle würden durch den angefochtenen Artikel 2 diskriminiert im Verhältnis zu den Inhabern derselben Eigenschaften in den anderen Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt. Die Kläger führen insbesondere an, nur für die Ersteren würden die Tragweite ihrer Stimmabgabe als Wähler oder Gemeinderatsmitglied oder die Bedingungen ihrer Invorschlagbringung als Schöffe geändert im Vergleich zu der Weise, in der dies bei den letzten Kommunalwahlen geregelt worden sei.

Die Begrenzung der Auswirkungen der angefochtenen Bestimmung auf den 31. Dezember 2006 bestätige nach Darlegung der Kläger ihre diskriminierende Beschaffenheit.

B.5.1. Die angefochtene Bestimmung sieht vor, daß in dem Fall, wo ein Schöffenmandat seit zwei Monaten unbesetzt ist oder der Gemeinderat seit zwei Monaten eingesetzt ist und ein oder mehrere Schöffenmandate noch nicht besetzt wurden, die Zahl der Unterschriften, die für die Invorschlagbringung notwendig ist, mehr als ein Drittel der Gewählten der Liste des vorgeschlagenen Bewerbers beträgt, wobei der Erstgewählte der Liste außerdem zu den Unterzeichnern gehören muß.

B.5.2. Es trifft zu, daß während der Vorarbeiten häufig auf die besondere Lage der Gemeinde Uccle verwiesen wurde, die sich aus den letzten Gemeinderatswahlen ergeben hat, doch daraus ergibt sich nicht, daß die angefochtene Bestimmung nur auf diese Gemeinde Anwendung finden soll; es wurde zu Recht angeführt, «der Entwurf der Ordonnanz soll die Probleme lösen, die in einer der neunzehn Gemeinden auftreten, aber ebenfalls in anderen Gemeinden vorkommen könnten» (ebenda, A-308/2, S. 13) und außerdem, «ein solches Blockieren kann ebenfalls beim Tod oder beim Rücktritt eines Schöffen in einer Gemeinde vorkommen» (ebenda, S. 12).

Außerdem erscheint es nicht unvernünftig, daß in einer Gesetzgebung, mit der ein Blockieren der kommunalen Einrichtungen behoben werden soll, in gewissem Maße die Situation einer Gemeinde berücksichtigt wird, in der dieses Blockieren bereits eingetreten ist.

B.5.3. Insofern im ersten Klagegrund angeführt wird, die Wähler, die Gemeinderatsmitglieder und die Bewerber um ein Schöffenamt in der Gemeinde Uccle würden im Verhältnis zu denjenigen der anderen Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt diskriminiert, ist er nicht annehmbar.

B.6.1. Insofern im Klagegrund angeführt wird, die Anwendung der angefochtenen Bestimmung auf die abgelaufenen Gemeinderatswahlen führe dazu, daß auf diskriminierende Weise nur ein Teil der Wähler, Gemeinderatsmitglieder und Bewerber um ein Schöffenamt, die von diesen Wahlen betroffen seien - nämlich diejenigen von Uccle nach Darlegung der Kläger - der angefochtenen Regelung unterliegen würden, während die anderen Inhaber dieser Eigenschaften hingegen der früheren Regelung unterliegen würden, ist zu bemerken, daß aufgrund von Artikel 4 des

Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften, durch den Artikel 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 abgeändert wurde, künftig zum Zuständigkeitsbereich der Regionen «die Zusammensetzung, Organisation, Zuständigkeit und Arbeitsweise der kommunalen Einrichtungen» gehören, vorbehaltlich der in dieser Sonderbestimmung vorgesehenen Ausnahmen.

Die angefochtene Bestimmung wurde im Rahmen der Grenzen der vorstehend beschriebenen Zuständigkeit der Region Brüssel-Hauptstadt angenommen.

B.6.2. Indem die Kläger die Lage der Wähler, Gemeinderatsmitglieder und Bewerber um ein Schöffenamt, die von den Gemeinderatswahlen von Oktober 2000 in der Region Brüssel-Hauptstadt betroffen sind, vergleichen, je nachdem, ob der ehemalige Artikel 15 § 1 des Neuen Gemeindegesetzes oder die neue, durch die angefochtene Bestimmung abgeänderte Bestimmung auf sie angewandt wird, bemängeln sie folglich einen Behandlungsunterschied, der seinen Ursprung in der Anwendung der von unterschiedlichen Gesetzgebern - zunächst föderal, anschließend regional - angenommenen Normen zu unterschiedlichen Zeitpunkten finden würde, wobei jeder Gesetzgeber bei der Annahme der von ihm angenommenen Norm materiell zuständig war. Die Eigenständigkeit, die Artikel 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 den Regionen verleiht, hätte keine Tragweite, wenn man davon ausgehen würde, daß der bloße Umstand, daß die Gesamtheit oder ein Teil einer Kategorie von Personen vor und nach dieser Zuständigkeitsübertragung unterschiedlich behandelt würde, im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehen würde.

B.7. Im Klagegrund wird schließlich angeführt, die Begrenzung der Wirkung der angefochtenen Bestimmung bis zum 31. Dezember 2006, die folglich ihre Anwendung auf die nächsten Gemeinderatswahlen ausschließe, bestätige ihre diskriminierende Beschaffenheit.

Es gehört zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers, die Geltungsdauer der von ihm erlassenen Bestimmungen festzulegen; nur wenn dieser Beschluß diskriminierend wäre, könnte er durch den Hof sanktioniert werden, was angesichts der in B.5 angeführten Erwägungen im vorliegenden Fall nicht nachgewiesen ist.

B.8. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den zweiten und den dritten Klagegrund gemeinsam*

B.9.1. In ihrem zweiten Klagegrund bemängeln die Kläger, daß die angefochtene Bestimmung, indem sie vorschreibe, daß die Unterschrift des Erstgewählten einer Liste zu den Unterschriften eines Vorschlagsaktes für einen Gewählten dieser Liste in einem Schöffenamt gehören müsse, diesem erstgewählten Gemeinderatsmitglied eine bevorzugte Position im Vergleich zu den anderen Gewählten seiner Liste gewähre; das ihm somit verliehene Vetorecht hinsichtlich des Zugangs seiner Listenkollegen zu einem Schöffenmandat sei nach Darlegung der Kläger diskriminierend.

In ihrem dritten Klagegrund erachten die Kläger es als diskriminierend, daß eine Minderheit von Gemeinderatsmitgliedern einer bestimmten Liste - nämlich mehr als ein Drittel der Gewählten dieser Liste, wenn der Erstgewählte zu ihnen gehört - gültig ein Gemeinderatsmitglied für die Wahl zum Schöffen vorschlagen könne, während die Hälfte der Gewählten diese Liste nicht das gleiche Vorrecht besitze.

B.9.2. Indem der Brüsseler Regionalgesetzgeber für den Fall eines Blockierens die Zulässigkeit einer Invorschlagbringung für ein Schöffenmandat davon abhängig macht, daß mehr als ein Drittel der Gewählten der Liste des Bewerbers sie unterstützen, hat er eine Maßnahme ergriffen, mit der einem solchen Blockieren abgeholfen werden kann; im übrigen garantiert die Festlegung einer solchen Mindestzahl, selbst wenn sie eine Erleichterung im Verhältnis zur normal vorgeschriebenen Mindestzahl darstellt, dennoch, daß die als Schöffe vorgeschlagene Person von einem bedeutenden Teil der Gewählten ihrer Liste unterstützt wird. Die festgelegte Mindestzahl kann somit als vernünftig gerechtfertigt angesehen werden.

Der Hof erkennt hingegen nicht die Sachdienlichkeit des Vorteils, den die Ordonnanz einer Gruppe von Gewählten einer Liste, zu der der Erstgewählte der Liste gehört, insbesondere im Vergleich zu einer anderen Gruppe gewährt, selbst wenn dieser mehr Gewählte derselben Liste angehören würden.

Im übrigen kann dieses Erfordernis zu Möglichkeiten des Blockierens bei der Wahl der Schöffen durch den Gemeinderat führen, was im Widerspruch zur Zielsetzung der Ordonnanz steht.

B.9.3. Folglich ist der zweite Klagegrund begründet und wird aufgrund der zu verkündenden Nichtigerklärung der dritte Klagegrund gegenstandslos.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 15 § 1 Absatz 1 des Neuen Gemeindegesetzes, abgeändert durch Artikel 2 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 18. Juli 2002, die Wortfolge «einschließlich des ersten Gewählten der Liste» für nichtig;

- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Oktober 2003.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.